

L'héritage de Tito

L'expérience de l'autogestion

Elaborée à partir de 1950, l'expérience yougoslave de l'autogestion se présente comme une voie socialiste originale différente du modèle soviétique et des systèmes comportant une planification centralisée.

Dans le système autogestionnaire, le plan n'a qu'une valeur indicative. Chaque entreprise doit élaborer son plan de production, et dans l'entreprise, les travailleurs doivent gérer par l'intermédiaire du conseil ouvrier.

La législation distingue plusieurs organisations : le collectif ouvrier (assemblée générale des ouvriers), le conseil ouvrier (plusieurs dizaines de travailleurs) qui se réunit au moins toutes les six semaines et doit se prononcer sur les décisions importantes, le conseil de direction qui contrôle directement la gestion de l'entreprise. Quant au directeur, c'est un «technicien» nommé par l'Etat mais pouvant être révoqué par le conseil ouvrier.

D'après de nombreuses enquêtes, y compris celles effectuées par des sociologues yougoslaves, il ne semble pas que cette ensemble de structures ait réellement permis à de simples travailleurs de prendre effectivement en main la gestion de leur entreprise : en effet, le nombre

des ouvriers de production diminue à mesure qu'on s'élève dans la hiérarchie du système autogestionnaire. Par contre cadres politiques, cadres d'organisations de masse tendent à cumuler les activités et les responsabilités. Ainsi, cette structure fort démocratique dans son principe ne semble pas avoir connu un fonctionnement répondant au but qui lui était assigné : transformer les rapports de production, puisque en fin de compte les «spécialistes» paraissent avoir le contrôle. L'autogestion dans les entreprises yougoslaves n'a donc pas permis de résoudre le problème fondamental de la délégation de pouvoir.

Au niveau de l'ensemble de l'économie, l'autogestion a eu pour conséquence un certain nombre de phénomènes de concurrence et de déséquilibre caractéristiques de l'économie de marché. Comme la notion d'intérêt général tend à disparaître en l'absence de plan, chaque région, chaque entreprise a pour but ses intérêts égoïstes, sans tenir compte des besoins du peuple ou des problèmes de l'économie nationale. Ces entreprises pratiquent la spéculation, ou bien refusent d'investir dans la recherche.



Face aux problèmes posés par le fonctionnement de l'autogestion, les dirigeants yougoslaves ont, avec des réformes successives, de plus en plus, eu recours à des solutions donnant de plus en plus de place à l'entreprise privée. Diverses dérogations permettent à ceux qui fondent une entreprise de dépasser le seuil légal de 5 salariés. Ils peuvent également lui donner le statut plus ou moins fictif d'entreprise autogérée. En fait, aujourd'hui, dans le revenu national, la part du secteur autogéré n'arrive qu'en quatrième position après l'agriculture, le tourisme (secteur privé) et les rentrées de devises provenant des émigrés.

Le problème du chômage et de l'émigration semble également constituer une conséquence négative de l'absence de planifica-

tion centralisée. En effet, depuis 1965, l'Etat n'a plus les moyens d'imposer une certaine proportion d'emplois nouveaux comme il pouvait le faire dans le cadre du plan. C'est pourquoi l'économie yougoslave ne peut absorber le flux de jeunes venant des campagnes. Devant la montée du chômage, de 1960 à 1973 plus d'un million de travailleurs yougoslaves partent dans les pays européens, notamment en Allemagne.

Aujourd'hui, avec le développement du chômage en Europe, beaucoup reviennent au pays : les demandes d'emploi seraient donc au nombre d'environ 750 000 en Yougoslavie. Le gouvernement yougoslave tente de faciliter leur réinsertion en les encourageant à créer de petites entreprises privées grâce à la qualification qu'ils ont pu acquérir,

avec des machines et des capitaux qu'ils peuvent ramener de l'étranger.

En ce qui concerne l'ambition majeure de l'autogestion yougoslave, l'instauration de nouveaux rapports de production, en rupture avec les aspects négatifs de la planification centralisée, peut-on dire qu'elle est atteinte alors qu'une bureaucratie technocratique semble tenir les leviers du pouvoir dans les entreprises ? Et d'un point de vue d'ensemble, l'économie yougoslave — dont nous avons décrit quelques traits — peut-elle être qualifiée de socialiste ? Tels seraient les problèmes qu'il faudrait approfondir si l'on voulait tenter de tirer un bilan de l'expérience yougoslave d'autogestion.

J.P.C

Vladimir Borissov libéré

C'est le 3 mai 1980 qu'on apprenait la libération de Borissov. Fondateur du 2^e syndicat libre, le SMOT, apparu en URSS en 1978, Borissov était interné en hôpital psychiatrique depuis le 27 mars 1980 (voir P.L.S n°1). Pour la troisième fois, une campagne d'opinion internationale l'a sorti de l'asile psychiatrique. Mobilisation syndicale qui a amené l'O.I.T. à transmettre sans plus attendre sa protestation auprès des syndicats officiels soviétiques. Mobilisation des psychiatres aussi. Depuis le dernier congrès de psychiatrie mondiale à Honolulu en septembre 1977, qui avait condamné «les abus systématiques de la psychiatrie à des fins politiques en URSS», un certain nombre de psychiatres occidentaux étaient intervenus personnellement pour dénoncer nominalement certains psychiatres particulièrement zélés du KGB. Les autorités soviétiques avaient alors hé-

sité à interner à nouveau des personnalités connues de la dissidence. Borissov lui-même déclare au téléphone à sa libération avoir constaté de profonds changements dans l'attitude des psychiatres depuis son dernier internement qui date de 3 ans. Les autorités soviétiques, tellement attachés à sauvegarder les liens scientifiques avec les occidentaux n'ont sans doute pas voulu poursuivre l'internement d'une haute figure de la dissidence, internement qui à terme, aurait pu leur coûter des relations scientifiques de plus en plus menacées. Borissov a été libéré de l'asile psychiatrique. 4 autres membres du SMOT sont toujours emprisonnés : Vladimir Skvirky Lev Volokhonsky, Nicolas Nikitine et Iouri Grimm. La campagne pour leur libération, la campagne pour la reconnaissance du SMOT se poursuivent.

Joëlle FECLAZ

moralement contre ces périls. Le boycott des Jeux Olympiques est l'affaire de tous.

NOUS VOUS APPELONS A PARTICIPER A UNE RENCONTRE-DEBAT-PROTESTATION

avec la participation :
- d'animateurs du COBOM (Comité pour le Boycott des Olympiades de Moscou)
- d'André Glucksmann, de Jacques Julliard, d'Emmanuel Le Roy-Ladurie,
- Victor Fainberg, représentant des syndicats libres en URSS,

Léonid Pliouchtch - M. Duvauchelle, journaliste sportif à Antenne 2, Hélène Parmelin, etc...
Mercredi 14 mai, Palais de la Mutualité, salle B à 20 heures

COMMUNIQUE DE L'AGENCE DE PRESSE LYCEENNE

Le n° 2 de l'Agence de Presse Lycéenne (bulletin de liaison et d'information lycées-LEP) vient de paraître.

C'est conformément aux décisions prises lors d'une rencontre nationale des lycées et LEP qui s'est tenue à Paris le 1^{er} mars à l'occasion du mouvement des LEP, que cette Agence de Presse a été créée.

L'objectif de cette APL est de rompre l'isolement et la dispersion qui marquent les luttes lycéennes, en contribuant à faire circuler l'information et à favoriser les échanges d'expériences (grèves, luttes diverses, expérience de Comité de lutte, de journaux lycéens, etc...)

Le principe de fonctionnement est de passer dans le bulletin de l'APL tous les articles qui parviendront à la boîte aux lettres. Il paraît un bulletin environ toutes les 3 semaines. L'abonnement est de 10 F jusqu'aux vacances d'été.

C'est un collectif d'élèves parisiens qui prend en charge la parution de l'APL indépendamment de toute organisation politique.

Au sommaire du n°2 : En bref les luttes lycéennes à Mulhouse, St Jean d'Angely, Clermont-Fer-

Librairie Populaire (Paris) : Livres et débats

Ouverte depuis un an à l'initiative de la fédération de Paris du PCR ml, la Librairie Populaire ne cesse d'élargir ses activités et d'améliorer le nombre et la qualité des ouvrages qu'elle vous propose (littérature, sociologie, philosophie, connaissance du tiers-monde, actualité politique et internationale, féminisme, etc... et de nombreuses revues d'organisations de masse).

Parmi les nouveautés, nous signalons :
- Les bouches s'ouvrent - H.Fizbin 50F
- L'effet Rocard - Hamon-Rothman 49F
- Usines et Ouvriers - Ouvrage collectif 38F
- Procès à Prague - par le VONS 29F
- L'impérialisme français - Cedetim 20F
- Aux origines de la Commune - Dalotel-Faure-Freimuth 78F
- Comment se soignent les chinois aujourd'hui 45F
- La moisson du phénix - Han Suyin 68F
- Mémoires de Grigorenko 89F
- Le pain nu - Mohamed Chourki 37F
- Le règne de barbarie - Laâbi 39F

Nous avons d'autre part le plaisir de vous informer de l'existence d'une Carte de fidélité qui vous donne jusqu'à 15% de réduction sur vos achats.

Enfin, comme par le passé, la Librairie organise régulièrement des débats et rencontres avec des auteurs. Parmi les prochains prévus, et qui vous seront confirmés dans ce journal,

- une rencontre avec Han Suyin, le samedi 17 mai à 14h30
 - un débat sur le féminisme
 - un débat sur la question de l'Etat sous le socialisme
- N'hésitez pas à venir nous voir ou à téléphoner pour vos commandes.

LIBRAIRIE POPULAIRE, 23 rue Saint Sauveur, Paris 2^e
M° Réaumur - Tel. : 508-82-87
ouvert de 10h à 19h30 du mardi au samedi

rand, Chalon-s-Saône ; correspondances : Blois, Auxerre, Fa-meck ; A propos de la réforme du pionicat etc...

Envoyez vos articles, vos journaux lycéens, vos chèques à : Laurent Doulsan, 13 rue Deles-cluze 93 000 Bobigny

Directeur de publication : R. Rodriguez
Imprimerie IPCC (Paris)
Commission paritaire en cours